

Les propositions des socialistes pour le budget 2027

LES 7 PRIORITÉS DES SOCIALISTES POUR LE BUDGET 2027

1. Augmenter fortement le pouvoir d'achat des travailleurs des classes populaires, protéger notre **modèle social** ;
2. Lutter contre le **réchauffement climatique** et s'adapter à ses conséquences ;
3. Soutenir le **monde agricole** pour faire face aux crises et préparer demain ;
4. Financer la mise en oeuvre de la **loi intégrale** de lutte contre les violences sexuelles et sexistes ;
5. Renforcer nos **services publics** essentiels (hôpital public, école, etc.) ;
6. Préserver notre **souveraineté économique et industrielle**, en soutenant nos TPE et PME ;
7. **Réduire le déficit public** pour préserver notre souveraineté financière, et à terme protéger les classes moyennes et modestes d'une mise à contribution.

AUGMENTER FORTEMENT LE POUVOIR D'ACHAT DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DES CLASSES POPULAIRES ET MOYENNES

- Permettre à **15 millions de travailleuses et travailleurs des classes populaires et moyennes** (gagnant jusqu'à **2 700 euros** par mois) de mieux vivre de leur travail en instaurant une CSG* progressive ;
- Pour un travailleur ou un couple rémunéré au SMIC, le taux de CSG passe de 9,2 % à 0,85 % ; pour un couple avec 1 enfant rémunéré chacun 2 000 € net par mois, le taux de CSG passe de 9,2 % à 4,25 %, etc. ;
- Concrètement : **+ 125 € net** par mois pour un célibataire sans enfant rémunéré au SMIC, **+ 230 € net** par mois pour un couple avec 1 enfant rémunéré chacun au SMIC, **+ 200 € net** par mois pour un couple sans enfant rémunéré chacun 1 700 € net par mois.
- Financement par la création d'une **CSG sur les héritages très élevés** et la mise en place de la CSG progressive sur les revenus d'activité (de 0,25 % à 10,2 %) ;
- Dans la continuité de notre combat pour l'augmentation de la CSG sur les revenus du capital l'année dernière, c'est un **rééquilibrage** du financement de notre modèle social **entre les rentiers et les travailleurs** ;
- En parallèle, augmentation du SMIC à 1 700 € net par mois et ouverture d'une conférence sociale pour augmenter tous les salaires.

* : Contribution sociale généralisée

10 MILLIARDS D'EUROS POUR LUTTER CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET S'ADAPTER À SES CONSÉQUENCES

- **Doubler le budget consacré par l'État à la sécurité civile*** : prévenir les feux de forêts, renforcer notre flotte de canadais et augmenter les moyens humains de lutte contre les catastrophes **(1 milliard d'euros)** ;
- **Créer un fonds de sécurité dédié au changement climatique** : prise en charge des dommages corporels et des impacts sanitaires liés au changement climatique. Coût : **5 milliards d'euros** => *détails page suivante*.
- **Permettre une alternative aux énergies fossiles** : prêt à taux zéro pour un véhicule électrique et la rénovation du logement, développer les transports collectifs **(2,5 milliards d'euros)** ;
- Donner aux **collectivités territoriales les moyens d'investir** en quadruplant le fonds vert : bornes de recharge, rénovation des bâtiments publics, plan eau en outre-mer, végétalisation **(1,5 milliard d'euros)** ;
- Première étape d'un rattrapage des investissements pour la transition écologique, chiffré à **10 milliards d'euros pour 2027** et financée par une taxe sur les géants du numérique.

Note : (*) Mise à contribution des assureurs, principaux bénéficiaires financiers des interventions de la sécurité civile, *via* la TSCA (Taxe Sur les Conventions d'Assurance).



ZOOM SUR LE FONDS DE SÉCURITÉ POUR S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET AIDER LES VICTIMES (5 MILLIARDS D'EUROS).

Un bras armé pour **financer l'adaptation de notre pays à un climat durablement plus chaud :**

- **Soutenir les agriculteurs** dans la transition vers d'autres types de culture et de modèles d'élevage ;
- Mettre en place des **plans de prévention des risques** (adaptation des travaux en extérieur, sensibilisation, protection des territoires ultra-marins, etc.) ;
- Financer **l'adaptation du bâti et des infrastructures de protection** (pare-feux, équipements de protection des littoraux, etc.).

Un outil pour **faciliter l'indemnisation des victimes et la reconstruction :**

- Pallier le désengagement de certains assureurs (croissance des risques non assurables) ;
- **Indemniser dès les premiers jours** les ménages, les agriculteurs et les entreprises pour leur permettre de reprendre au plus vite une activité normale.

SOUTENIR LE MONDE AGRICOLE POUR FAIRE FACE AUX CRISES ET PRÉPARER DEMAIN

- **Déployer un plan d'urgence national pour le monde agricole (1 milliard d'euros) :**
 - Indemnisation des pertes agricoles (maraîchage, arboriculture, etc.), plan sécurité fourrage pour les éleveurs, financements européens exceptionnels pour les exploitations frappées par les événements climatiques extrêmes et incendies, report de prélèvements fiscaux et sociaux, etc.
- **Accompagner les agriculteurs dans l'adaptation de leur modèle économique au changement climatique et le renouvellement des générations (1 milliard d'euros) :**
 - Financement d'un système assurantiel, gestion optimisée et partagée de l'eau, protection des cultures face aux épisodes météorologiques extrêmes, développement d'un plan national pour l'élevage (modernisation des bâtiments, etc.), soutien des agriculteurs dans la transition agroécologique, renforcement de l'agriculture de groupe, facilitation de l'accès au foncier pour permettre le renouvellement des générations, etc.
- **Cofinancement par la réorientation de la fiscalité agricole.**

FINANCER LA LOI INTÉGRALE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

- La députée socialiste Céline Thiébault-Martinez a été à l'initiative de la proposition de loi intégrale et transpartisane de lutte contre les violences sexistes et sexuelles à l'encontre des femmes et des enfants ;
- Les socialistes ont obtenu qu'elle soit inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale en septembre 2026 ;
- Nous proposons d'augmenter le **budget de lutte contre les violences sexistes et sexuelles de 3 milliards d'euros pour appliquer correctement cette future loi** :
 - Augmentation des **moyens de la Justice et de la Police** : juridictions spécialisées, enquêteurs supplémentaires, aide juridictionnelle, accueil spécialisé, formation, unités dédiées ;
 - **Prévention** : entretien annuel pour chaque enfant scolarisé, certificat d'honorabilité pour tous les intervenants au contact de mineurs, formation renforcée des enseignants ;
 - **Soutien à la santé des victimes** : unités médico-judiciaires, soins psychologiques ;
 - Renforcement de la **lutte contre les cyber-violences** ;
 - **Protection améliorée des victimes** (hébergement, soutien aux associations, lutte contre les violences sexuelles et sexistes au travail, etc ;).

RENFORCER L'ACCÈS À LA SANTÉ DE TOUTES ET TOUS, NOTAMMENT DES JEUNES

- **Mutuelle publique*** gratuite pour tous les jeunes âgés de 18 à 25 ans. Coût : 1 milliard d'euros.
- **Soutien à l'hôpital public et aux EHPAD publics** : recrutements, investissements de rénovation et dans le matériel médical, climatisation, plan de lutte contre la mortalité infantile, mesures d'urgence sur la santé mentale, etc. Coût : 3 milliards d'euros
- **Révolution** de notre système de santé **vers la prévention** (1 milliard d'euro) :
 - Plan Alimentation saine : obligation d'affichage du Nutriscore ;
 - Remboursement à 100 % par la Sécurité sociale de tous les actes de prévention et de l'activité physique adaptée ;
 - Lutte contre les addictions dès le plus jeune âge : loi Génération sans tabac ; fiscalité comportementale sur les *prémix* et les produits ultra-sucrés et transformés ;
 - Sanctuarisation de temps de prévention à l'école ;
- Total de **5 milliards d'euros d'investissement pour l'accès à la santé** pour toutes et tous.

* C2S (Complémentaire santé solidaire)

GARANTIR 19 ÉLÈVES PAR CLASSE DU PREMIER DEGRÉ MAXIMUM ET INVESTIR DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE

- **Objectif : 19 élèves maximum par classe du premier degré** par l'arrêt de toute fermeture de classe et d'école et au recrutement d'enseignants ;
- Plan de soutien à la **rénovation et à la climatisation des établissements scolaires pour améliorer les conditions d'apprentissage.**
- **Plan d'investissement pour l'enseignement supérieur et de la recherche** : rénovation du bâti, soutien à la recherche fondamentale et à l'innovation, lutte contre la précarité étudiante.
- Total de **2 milliards d'euros d'investissement pour nos jeunes.**

PRÉSERVER NOTRE SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE ET INDUSTRIELLE

- **Réorienter le bénéfice du Crédit Impôt Recherche vers les TPE et les PME :**
 - Augmentation du taux du crédit d'impôt pour les plus petites structures en finançant la mesure par un plafonnement pour les grandes groupes (dispositif inspiré du modèle prévalant en Allemagne);
 - Simplification des démarches d'accès au dispositif tout en renforçant la lutte contre la fraude.
- **Baisser de manière ciblée** l'impôt sur les sociétés (l'IS) payé par les TPE et les PME.
- Total de **1 milliard d'euros au bénéfice des TPE et des PME.**

POUR CHANGER LA VIE DÈS 2027

Augmenter fortement le pouvoir d'achat des travailleurs des classes populaires.

10 milliards d'euros

Soutien aux TPE/PME de nos territoires

1 milliard d'euros

Lutte contre le réchauffement climatique et adaptation à ses conséquences

10 milliards d'euros

Accès à la santé de toutes et tous.

5 milliards d'euros

Financement de la loi intégrale contre les VSS* sur les femmes et les enfants

3 milliards d'euros

Plan de soutien au monde agricole

2 milliards d'euros

Plan école et enseignement supérieur

2 milliards d'euros

Total de la relance de la croissance : 11 milliards d'euros

Total des dépenses nouvelles : 22 milliards d'euros

Note : (*) Violences sexistes et sexuelles.

39,5 MILLIARDS D'EUROS DE RECETTES NOUVELLES POUR RÉTABLIR LA JUSTICE FISCALE

Taxe "Zucman"

Contribution différentielle sur les hauts patrimoines de 2 % pour les patrimoines supérieurs à 100 millions d'euros

15 milliards d'euros

CSG sur les héritages très élevés

Nouveau modèle exonérant les défunts et taxant l'héritier à partir du flux reçu tout au long de la vie avec un abattement pour préserver les classes moyennes et un barème progressif (90 % des Français ne paieront pas plus d'impôt); fiscalisation des plus-values latentes avec un barème progressif et reconfiguration des niches fiscales.

10 milliards d'euros

Taxe sur les géants du numérique

Taxation des acteurs du numérique (Amazon, Netflix, Google, etc.) bénéficiant actuellement d'un cadre déloyal vis à vis des acteurs de l'économie réelle

10 milliards d'euros

Reconfiguration des exonérations de cotisations sociales

4 milliards d'euros

Augmentation des recettes de la TSCA (*Taxe sur les Conventions d'Assurance*)

500 millions d'euros

12,1 MILLIARDS D'EUROS D'ÉCONOMIES SANS ROGNER SUR LES SERVICES PUBLICS ESSENTIELS

Réforme des niches fiscales

Réforme des niches les moins efficaces et les plus coûteuses (crédit Impôt Recherche, crédit Impôt Service à la Personne pour les dépenses de confort, etc.);

4 milliards d'euros

Économies sur le fonctionnement de l'État

Train de vie et achat des ministères, meilleure gestion du parc immobilier, etc.

3,6 milliards d'euros

Régulation des marges sur les dépenses de santé¹

Lutte contre les rentes en santé, régulation de l'intérim, rationalisation des dépenses de médicaments, optimisation des parcours de soins entre la ville et l'hôpital, etc. ; aucune baisse de la prise en charge des patients ni dégradation des conditions de travail des professionnels.

4 milliards d'euros

Dépenses de santé évitées grâce aux mesures de prévention

500 millions d'euros

¹ : L'essentiel des propositions présentées ici sont issues du rapport Charges et produits 2026 de l'Assurance maladie.

5,5 MILLIARDS D'EUROS PAR LA LUTTE EFFICACE CONTRE LA FRAUDE

Fraude fiscale

Création d'un service de renseignement dédié à la fraude fiscale, base fiscale unifiée pour faciliter les recoupements, meilleure définition des concepts propices aux abus comme la notion de bien professionnels, etc.

2,4 milliards d'euros

Fraude au travail dissimulé¹

Renforcement des sanctions, intensification des contrôles, etc.

1,1 milliard d'euros

Fraude à l'Assurance maladie des professionnels de santé²

Ciblage des contrôles sur les montants élevés et les professionnels à risque, réduction du délai de facturation par les professionnels, accélération du projet d'ordonnance numérique, etc.

1 milliard d'euros

Fraude liée à la formation professionnelle

Renforcement de la lutte contre la fraude au CPF, dans l'enseignement privé à but lucratif, etc.

1 milliard d'euros

¹ : L'essentiel des propositions présentées ici sont issues du rapport "La lutte contre la fraude aux prescriptions et aux facturations à l'assurance maladie" de l'IGAS et de l'IGF, octobre 2025.

² : L'essentiel des propositions présentées ici sont issues du rapport "La politique de lutte contre la fraude aux prélèvements sociaux liée au travail dissimulé" de la Cour des comptes, avril 2026.

PRÉSERVER NOTRE SOUVERAINETÉ FINANCIÈRE, RELANCER LA CROISSANCE ET PROTÉGER LES MÉNAGES

Total des mesures sur les recettes

Baisse de la CSG pour les travailleurs des classes populaires compensée par la CSG sur les héritages très élevés ;
taxe Zucman, etc.

+ 28,5 milliards d'euros

(39,5 milliards d'euros de recettes nouvelles
- 11 milliards d'euros de soutien à la croissance)

Total des mesures d'économies et de lutte contre la fraude

Niches fiscales, économies sur le fonctionnement de l'État, ré-organisation du système de santé, prévention en
santé, etc.

+ 17,5 milliards d'euros

Total des dépenses nouvelles

Lutte contre les violences sexuelles et sexistes, lutte contre le réchauffement climatique et l'adaptation à ses
conséquences, soutien au monde agricole, accès à la santé de toutes et tous, plan pour 19 élèves par classe, etc.

- 22 milliards d'euros

Effort net de réduction du déficit en 2027

+ 24 milliards d'euros

Soit une réduction du déficit public pour 2027

- 0,8 point de PIB

Soit un surplus de croissance pour 2027

+ 0,3 point de PIB